



En Syrie, à la recherche des **enfants** du djihad

AL-MAABADAH (SYRIE) - *envoyé spécial*

Les Lopez aiment les voyages. Celui que ce couple de retraités parisiens a entrepris en juin s'est arrêté face à la clôture métallique d'un camp de réfugiés, aux confins de la Syrie, de l'Irak et de la Turquie. Bloqués à l'entrée, ils attendent l'autorisation d'accéder aux installations. Par-delà les grilles s'étend un panorama de fin du monde : des centaines de tentes usées, teintées d'ocre par le désert qui avance. Leur belle-fille de 29 ans et leurs quatre petits-fils sont là, quelque part, encore invisibles.

Il y a quatre ans, la jeune femme et leur fils, Léonard, aujourd'hui condamné à mort à Bagdad, avaient rallié le territoire de l'organisation Etat islamique (EI) avec leurs deux aînés. Deux autres enfants sont nés sur place. Voilà quatorze mois qu'ils ont échoué avec leur mère dans ce camp baptisé « Roj », (« soleil », en kurde), où vivent des centaines d'autres femmes et d'enfants venus d'Europe, d'Asie et d'ailleurs pour rejoindre le califat, avant d'être arrêtés par les forces kurdes syriennes. La frontière turque est à 15 kilomètres au nord, celle de l'Irak à 30 kilomètres à l'ouest. Marc et Suzanne – leurs prénoms ont été modifiés – Lopez, 65 et 63 ans, l'un et l'autre anciens éducateurs, sont les premiers Français à oser un tel périple pour tenter de rencontrer leurs petits-enfants. D'autres parents de djihadistes sont également du voyage : une mère somalo-suédoise et un couple d'Autrichiens d'origines chilienne et turque. Ensemble, ils occupent le rez-de-chaussée d'une maison à Al-Maabadah, la bourgade voisine.

Devant les grilles du camp, les Lopez ont chaud et soif, ils n'en peuvent plus de respirer un air traversé d'effluves de fioul. Parmi les tentes, de l'autre côté de la clôture, se dresse une pompe à pétrole. L'engin est à l'arrêt, le bec en l'air comme un échassier frappé par la

foudre. Soudain, des pleurs d'enfants se font entendre. « *C'est donc là qu'ils vivent* », souffle M. Lopez. Il échange quelques mots égarés avec son épouse. Bientôt, ils devraient voir « *les petits* », comme ils disent. L'homme à la kalachnikov, en uniforme vert olive, leur a demandé de patienter. Peut-être est-ce bientôt la fin de cette expédition...

La veille, alors qu'ils venaient d'obtenir enfin l'autorisation de venir ici, ils avaient accepté de raconter leur histoire au *Monde*. Nous les avions retrouvés dans leur maison d'Al-Maabadah. Pour préserver la fraîcheur, la pièce était plongée dans une semi-pénombre, un ventilateur brassait l'air tiède.

LABYRINTHE ADMINISTRATIF

« *Ils nous avaient dit qu'ils partaient en vacances en Italie* », se souvient M. Lopez en évoquant son fils Léonard et sa belle fille. C'était en 2015, le dernier week-end de juin. A l'époque, Marc et Suzanne Lopez ignoraient encore que le jeune homme avait déjà enclenché la mécanique implacable qui les pousserait, bien plus tard, à se rendre en Syrie. « *La dernière fois qu'on les a vus, c'était pour un pique-nique au bois de Vincennes, confie sa mère. Ils nous avaient dit, l'air de rien, de profiter des enfants. On aurait dû comprendre ce qui était en train de se passer... Mais on n'a rien vu venir.* » Les premières semaines, Léonard assure que les vacances en Italie se passaient

Les époux Lopez, des retraités français, se sont rendus aux confins du pays, en juin, pour retrouver leurs quatre petits-enfants et leur belle-fille, retenus dans un camp réservé aux familles d'ex-djihadistes. « *Le Monde* » les a suivis dans leur quête

« CES GAMINS ONT SURVÉCU À DAECH, À LA CHALEUR ET AU FROID, AUX MALADIES DU CAMP, C'EST PAS UNE PETITE VOITURE QUI VA EN VENIR À BOUT ! »

MARC LOPEZ
père d'un djihadiste français

très bien. En août, il leur annonce même sa décision de les prolonger. Et puis, début septembre, il finit par les appeler de Mossoul, en Irak : c'est dans cette grande ville du nord du pays que le « califat » de l'EI a été proclamé, en 2014. Léonard, son épouse et leurs enfants s'y trouvent pour faire le djihad.

« *On n'aurait jamais pensé qu'ils aient pu faire ça aux petits, malgré tout le passif de notre fils.* » A 29 ans, l'année de son départ, Léonard fréquentait depuis plusieurs années les milieux radicaux en France. Converti à l'islam à sa majorité, il avait suivi quelques cours dans des institutions religieuses égyptiennes un temps fréquentées par les frères Clain, voix françaises de l'Etat islamique. De retour en France, il apparaît dans la nébuleuse qui gravite autour du site djihadiste Ansar Al-Haqq, ce qui lui vaut une longue garde à vue en 2010, puis, en son absence, une condamnation à cinq ans de prison assortis d'un mandat d'arrêt. Lorsqu'il a rejoint l'EI, à l'été 2015, les crimes de cette organisation étaient connus. Ses organes de propagande diffusaient sur Internet des vidéos d'exécutions. Partout où flottait son drapeau noir régnait la terreur.

Mais les années ont passé. Après les campagnes militaires soutenues par la coalition internationale, le califat est aujourd'hui un champ de ruines. Ses partisans se terrent dans le désert ou se sont fondus dans la population, afin de reconstruire un réseau de

cellules clandestines. Quant à Léonard Lopez, il attend son exécution par pendaison dans une prison de Bagdad, où il a été jugé après avoir été transféré de Syrie, comme 11 autres Français, au printemps 2018.

Dans leur location d'Al-Maabadah, ses parents reçoivent des nouvelles de son avocat français : toujours pas de visa irakien pour lui. « *Le ministère français des affaires étrangères assure qu'il fait au mieux pour accélérer les choses* », soupire Marc Lopez, assis sur un matelas fin, posé à même le sol de la salle de séjour. Une coupure d'électricité plonge la pièce dans une chaleur bientôt étouffante. « *On fait la route un peu en aventuriers, comme quand on avait 20 ans. Mais avec quarante ans en plus dans les pattes* », poursuit-il en souriant. Dans l'appartement, on parle anglais, français, espagnol – une langue qu'eux-mêmes ont apprise il y a longtemps, dans les années 1970, au fil de leurs séjours en Amérique latine. Sympathisants de gauche, ils adhéraient alors aux mythes de cet ailleurs-là, terre de lutte, de guérillas, dont l'imaginaire trouve un lointain écho dans ce coin du nord-est de la Syrie, tenu par des forces kurdes à l'héritage marxiste-léniniste. Dans les steppes désolées de la région, les routes sont bordées de bannières révolutionnaires et de portraits de « martyrs » de la guerre contre l'EI.

Depuis leur arrivée, les époux Lopez ont dû parcourir un labyrinthe de bureaux climatisés et parlementer avec toutes sortes de fonctionnaires, avant d'obtenir un papier, signé et tamponné, autorisant l'accès au camp. Depuis, l'enveloppe cachetée ne quitte plus le sac à dos de Marc Lopez. « *Tout le monde nous a demandé la même chose : "Pourquoi votre gouvernement ne reprend-il pas les femmes et les enfants ?"* », raconte son épouse. *Les Kurdes ne nous rejettent pas, ne nous montrent pas du doigt, ils trouvent que notre démarche est normale. Ils pourraient nous haïr pour ce qu'a fait notre fils. Ils ont combattu l'EI en première*



A gauche : Suzanne et Marc Lopez devant le camp de Roj, en Syrie, le 16 juin. Ci-contre : la valise de cadeaux que les Lopez ont prévu de donner à leurs petits-enfants ; dans un restaurant d'Al-Maabadah, bourgade voisine du camp ; Suzanne Lopez au souk de la ville, choisissant un châle pour sa belle-fille.

OLGA KRAVETS POUR « LE MONDE »



ligne et perdu des milliers des leurs. Mais ils nous comprennent, nous soutiennent. » Tous deux en conviennent : ils se sentent désormais plus proches des autorités kurdes de Syrie que des autorités françaises, avec lesquelles ils ont eu affaire depuis 2015. « C'est la première fois qu'on nous reçoit avec humanité », assure Suzanne Lopez, malgré l'épuisant parcours d'obstacles bureaucratique qu'ils ont dû traverser.

A la veille de leur visite, les Lopez se lancent dans une ultime liste de courses pour leur belle-fille : « Un mixeur, des abricots secs, des draps frais... » « Si elle est bien, nos petits-enfants seront bien. Si elle craque, ils sont perdus », glisse Suzanne Lopez. Il est encore temps d'aller au souk. Les gamins du quartier – vêtements colorés, sandales en plastique, jeux dans la poussière – leur rappellent leurs propres petits-fils, contraints de vivre depuis plus d'un an dans un univers de tentes et de grillages. « C'est étrange, on est si proches, et on continue à communiquer comme si on était encore à Paris, sans les voir », lâche Marc Lopez. « C'est déjà bien d'avoir pu respirer le même air qu'eux, de sentir ces odeurs de pétrole, de comprendre ce que c'est que cette poussière, cette chaleur », ajoute son épouse.

« QUI TIENT LA CLÉ DU CAMP ? »

La ville où ils se trouvent depuis leur arrivée en Syrie est une de ces petites localités fondées au temps du mandat français, dans les années 1920, et vouées à la mise en valeur d'une région autrefois parcourue par des populations nomades. Elle abrite des infrastructures rouillées de l'industrie pétrolière syrienne. Dans les environs, des champs de blé s'étendent à perte de vue. Mais, depuis plusieurs semaines, les cultures brûlent. On parle partout d'incendies volontaires alimentés par le vent sec. On accuse l'EI, la Turquie, le régime. L'ancien front pionnier syrien, borné au nord par le tracé de l'ancienne ligne ferroviaire du Berlin-Bagdad, qui marque la frontière turque, court à tout moment le risque de sombrer dans le chaos.

En ville, la vie suit son cours. Les Lopez, coiffés de leurs chapeaux de randonneurs, vont d'échoppe en échoppe avec leur liste de courses. Ce souk est un monde étouffant de ciment brisé, de plastique, de graisse animale grillée, de métal rouillé. La ville elle-même ressemble à une épave échouée au bord d'une mer sèche. « Il déteste faire les boutiques », se moque Suzanne Lopez. Son mari s'ennuie ferme pendant qu'elle choisit un foulard pour leur belle-fille...

Le lendemain matin, à quelques heures de la rencontre tant espérée, ils sont fébriles.

Pour Marc, la nuit a été pénible, il a dû prendre un calmant et avalera une autre gélule avant de partir. Après toutes ces frontières, ces permissions, ces points de contrôle, les enfants sont là, à deux pas. « Une question m'a tarabudé toute la nuit, confie-t-il en se préparant, j'ai bien compris que les Kurdes ne demandent que le départ de notre belle-fille et des petits. Alors, je me demande qui tient vraiment la clé de ce camp. Eux ou le gouvernement français ? Si cela dépendait des Kurdes, ils sortiraient tout de suite. Cela voudrait dire que mon pays, la France, tient prisonniers des enfants dans ce coin perdu ? Je ne vois pas d'équivalent dans l'histoire. »

Quand on leur demande ce qui les a poussés jusqu'ici, eux qui n'avaient presque jamais mis les pieds au Moyen-Orient, ils donnent une réponse simple qui leur serre un brin la gorge : « Ben, on les aime ! », lâche Marc dans une esquisse de sourire qui empêche l'émotion de déborder un peu trop. « Les deux premiers, nous les avons aussi élevés, précise aussitôt Suzanne, nous étions des grands-parents très présents. »

En attendant le minibus qui doit les conduire au camp de Roj, ils se souviennent d'« avant », à Paris : les visites au Muséum d'histoire naturelle, le cinéma avec l'ainé. Des sorties auxquelles leur fils ne s'opposait pas. Bien sûr, ils n'ont jamais vu les deux plus jeunes, nés en Syrie, mais ils les ont suivis à distance, semaines après semaines : premier biberon, premiers pas, premier mot, racontés depuis les terres du califat par messagerie cryptée, tout comme les petites bêtises ou les rhumes des aînés. « Ce ne sont pas des enfants perdus que l'on va découvrir d'un coup comme dans les guerres précédentes », résume Marc Lopez.

L'ainé a 9 ans. Il sait à peine lire. Dans la valise qu'ils comptent laisser à leur belle-fille, il y a les programmes scolaires de CP et de CE1 et la méthode de lecture Boscher. « Méthode syllabique ! Pas globale ! Je ne suis pas réac, mais ça marche très bien », précise Marc. C'est avec ce manuel que lui-même et son père, pied-noir espagnol, ont appris à lire dans leur Algérie natale. Il y pense beaucoup, à son père, depuis l'arrivée en Syrie. Et à l'Algérie, aussi. Dans leurs bagages, ils ont également des Playmobil, des livres de la collection « Monsieur et Madame » – « L'ainé est un grand fan ! » –, un livre sur les animaux préhistoriques, un tapis pour petites voitures – « Ils pourront inviter les copains à jouer dans la tente » –, etc. Suzanne a un doute quant aux pièces détachables d'une voiture miniature. Marc veut la rassurer : « Ces gamins ont survécu à Daesh, aux bombardements, à la cha-

leur et au froid, aux maladies du camp, c'est pas une petite voiture qui va en venir à bout ! » L'un et l'autre ont caressé un temps l'idée de donner des cours aux enfants français du camp, mais ce rêve s'est perdu dans les sables de l'administration locale. Les voir une heure, ce sera déjà bien.

Le minibus est arrivé. Le couple autrichien, la mère suédoise sont déjà à bord. Peu avant de les rejoindre pour quelques dizaines de minutes de trajet en direction du camp de Roj, les Lopez évoquent leur bonheur d'être grands-parents. Avant de devenir grand-père, Marc pensait que c'était « le début de la mort ». A la naissance de son premier petit-enfant, il a réalisé que c'était au contraire une renaissance, pour lui, pour Suzanne, pour eux deux. Et ils estiment que ce bonheur-là vaut bien de se battre...

Le soleil brille quand le véhicule atteint le camp. Le couple autrichien est autorisé à entrer. La dame suédoise aussi. Ils sont tous avec leurs filles et leurs petits-enfants. Les Lopez, eux, doivent attendre sous un ciel de soif. Au bout d'une heure, l'homme en uniforme vert qui leur avait demandé de patienter revient avec sa kalachnikov. « Les deux Français n'ont pas le droit de rentrer, il faut partir. » Les autres parents ne tardent pas à sortir à leur tour. « Mais pourquoi ? » La confusion règne. Les Lopez ont reçu cette interdiction comme un coup dans l'estomac. « Ordre d'en haut ! » Ils protestent, leurs papiers sont en ordre ! « Cela ne dépend pas de nous, revenez une autre fois. » Après l'interminable attente sous le soleil, les voici comme suspendus à des crochets invisibles. Il faut remonter dans le minibus et rebrousser chemin.

Des responsables des forces antiterroristes kurdes, des cadres politiques exerçant la réalité du pouvoir dans l'ombre des institutions officielles, des sources proches des autorités locales, des responsables anciens ou actuels d'organisations non gouvernementales opérant dans cette partie de la Syrie l'ont répété au Monde au cours de plusieurs séjours dans le nord-est syrien : « Les Français, vous savez, c'est particulier... » Tout ce qui touche aux ressortissants français détenus dans les prisons kurdes ou retenus dans les camps semble en effet paré d'une nébuleuse d'exceptions et d'interdits divers.

TRAITEMENT SPÉCIAL POUR LES FRANÇAIS

La France est ainsi le seul pays occidental dont des ressortissants ont été transférés de Syrie en Irak pour y être jugés. Onze djihadistes français, dont Léonard Lopez et un Tunisien résidant en France, ont ainsi été envoyés à Bagdad depuis les territoires contrôlés par les forces kurdes syriennes et condamnés à mort par la justice locale. Les circonstances de ce transfert restent obscures. Les autorités françaises affirment qu'il a été négocié par les autorités kurdes en place dans le nord-est de la Syrie, sans interférence de Paris. Abdulkarim Omar, qui occupe le poste de « ministre des affaires étrangères » pour ce territoire, insiste sur le fait que les décideurs politiques et militaires locaux n'ont en aucun cas été à l'origine de ce transfert. « Nous sommes contre la peine de mort. Or l'Irak pratique la peine de mort. Nous ne les avons pas transférés ! » affirme-t-il. Je ne peux pas vous dire comment cette opération a été organisée, mais nous n'avons rien à voir là-dedans. Vous pouvez en faire le titre de votre article. »

L'existence d'un traitement spécial avait été confirmée au Monde par le représentant à Paris des autorités kurdes syriennes, Khaled Issa, dès octobre 2018. « Nous avons une relation privilégiée avec Paris, et la question des djihadistes de nationalité française présents dans nos prisons est gérée dans un cadre propre avec nos partenaires français. Nous n'appelons pas la France à les rapatrier, comme nous le faisons pour les autres pays », avait alors indiqué M. Issa.

Ce traitement spécial concerne-t-il aussi les Françaises et leurs enfants retenus dans les camps de la région ? Sont-ils interdits de visite, comme pourrait le laisser croire l'échec des Lopez ? L'épouse de Léonard Lopez et ses enfants sont-ils seuls visés par ces restrictions ? Des instructions claires ont-

elles été données par Paris aux autorités kurdes ou ces dernières vont-elles au-devant d'éventuelles demandes par souci de ne pas froisser la France ? Les responsables locaux se contentent de répéter, souvent avec une certaine gêne, que la France est un « allié important », ce qui implique une « situation spéciale ». Interrogée par Le Monde, une source proche du dossier à Paris a opposé un « démenti formel » concernant d'éventuelles instructions données aux autorités locales et un éventuel rôle de la France dans le transfert de ses ressortissants vers l'Irak.

L'accès des journalistes à des ressortissantes françaises, au moins dans le camp de Roj, est également restreint par les autorités locales, qui mettent en avant des motifs similaires. Après l'échec des Lopez, Le Monde a tout de même pu rencontrer une Belge retenue dans ce camp, Cassandra Bodart. Evoquant les conditions de vie dans le camp, elle avait alors confié : « Ici, tout s'achète, tout se vend et tout se sait. Plus les femmes perdent l'espoir de revenir dans leur pays, plus elles se radicalisent. Moi, je me tiens à l'écart, mais certaines femmes d'ici restent en contact avec l'EI et attirent d'autres femmes qui avaient pris leurs distances avec ces idées. Elles disent qui est infidèle, qui ne l'est pas, et continuent à faire vivre le califat, au moins comme un concept. Les enfants grandissent dans cette ambiance, et ce n'est pas bon. »

LES RÉPONSES SONT « AILLEURS »

Ses propos confirment ceux d'une autre Française, que nous avons pu interroger par le biais d'une messagerie cryptée. Injoignable depuis, elle avait alors déclaré : « Nos pays sont en train de faire les mêmes erreurs que par le passé. On attendait qu'ils viennent nous chercher, mais on s'est rappelé que notre seul secours viendra d'Allah. (...) Je n'attends plus rien de la France. (...) Le territoire du Dawla [l'Etat islamique] est parti mais l'idéologie ne finira jamais, j'espère vivre un jour dans un califat, chaque musulman pense la même chose. »

Alors que leur départ est prévu pour le 20 juin, les époux Lopez doivent se résigner à quitter le pays sans avoir vu leurs petits-enfants. On leur fait comprendre que leur situation ne dépend pas que des autorités kurdes. D'après leurs divers interlocuteurs, les réponses à leurs questions seraient « ailleurs ». Grâce à un responsable local bienveillant à leur égard, ils obtiennent toutefois le droit de faire passer la valise, avec le tapis de petites voitures et la méthode de lecture, par l'intermédiaire de l'administration du camp.

Un matin, la directrice les accueille donc sur le parking. L'air navré, elle communique par gestes avec Suzanne Lopez, qui peine à retenir ses larmes lorsqu'elle demande une dernière fois à voir « les petits ». La directrice lève le doigt vers le ciel : « Ça vient d'au-dessus, ça vient d'au-dessus, ce n'est pas nous ! Nous sommes vraiment désolés ! » Suzanne Lopez donne la valise. Avec son époux, elle regarde une dernière fois le camp. Et là, à une cinquantaine de mètres, entre deux tentes, quatre petites mains s'accrochent au grillage de la clôture. « Attends... dis... ce ne serait pas eux ? » demande Marc Lopez. Tu les reconnais ? Il fait un signe de la main en direction des deux garçons. Le plus jeune agite un bras. On dirait qu'il sautille sur place. Marc Lopez s'approche : « C'est eux ! »

Il s'avance vers la grille, elle le suit. « Papi ! Papi ! », crie l'ainé. « Est-ce que ça va mon garçon ? On est venus te voir, tu vois ? On va tout faire pour vous sortir de là, je te promets ! » L'enfant colle sa joue contre le grillage. Son grand-père y dépose un baiser. « Il faut que tu apprennes bien le français ! », dit la grand-mère, restée en retrait. « Promis, vous allez rentrer en France, d'accord ? » Mais voilà qu'arrivent deux hommes en uniforme vert, armés de kalachnikovs. « Arrêtez ! C'est fini ! Allez, c'est fini ! », crient-ils en kurde, l'air un peu honteux. L'un d'eux prend Marc Lopez par le bras, sans violence, et l'éloigne du grillage. Les quatre petites mains, de l'autre côté, y sont toujours accrochées. Le vent souffle sur les enfants et leurs grands-parents. Il sent le désert et le pétrole. ■

ALLAN KAVAL